

Le budget—M. Heap

agissant au nom du gouvernement. Le taux d'intérêt sur son prêt est actuellement de 23 p. 100. C'est ainsi que nous décourageons les étudiants et les diplômés universitaires. Cela va à l'encontre des mesures prises dans les années 40 et au début des années 50, quand le gouvernement a adopté un bon programme visant à aider les gens à entrer à l'université, par le biais du MAAC.

Il y a bien d'autres sortes de gens dans Spadina. Il y a toutes sortes d'ouvriers dans les secteurs de service. Il y a des femmes, pour la plupart des immigrantes portugaises—peut-être 20,000 dans Spadina et dans les environs—qui nettoient les hôpitaux et les bureaux du centre-ville. Il y a également les personnes qui exercent des professions libérales et qui ont trouvé que le centre-ville de Toronto était plus vivant que les banlieues glaciales. Dans Spadina, nous avons toutes sortes de gens qui gagnent leur vie de façon différente et qui sont tous menacés par le budget.

Avant de décrire en détail les problèmes que suscite le budget, je tiens à mentionner un secteur qui, dans Spadina, n'est pas menacé par le budget. Je veux parler des banques, des bureaux d'assurance, des grosses maisons financières, des sièges sociaux des sociétés pétrolières, minières et des usines de papier, dont les ducs et les barons ont la haute main sur le gouvernement et sur le pays. Les gens de Spadina connaissent ces édifices. Ils ont aidé à les construire, la plupart du temps. Il en sont réduits à les nettoyer la nuit. Ils y travaillent comme secrétaires, messagers et caissiers de banque, la plupart du temps au salaire minimum car ils n'ont pas réussi jusqu'ici à se syndiquer. Bon nombre d'entre eux viennent de familles dont les deux parents doivent travailler. Du coup, les confortables dégrèvements destinés aux contribuables dont le revenu est de \$15,000 ne s'appliquent plus à eux. Il faut qu'ils aient deux revenus afin de pouvoir conserver leur maison. Le budget ne prévoit aucune aide pour les garderies, aucune aide pour les services sociaux, aucune aide pour les allocations familiales, aucune aide au cas où ils se retrouveraient au chômage et tomberaient sous le coup des rigoureuses dispositions en matière d'assurance-chômage qui sont sur le point d'être adoptées.

● (1710)

Il faut maintenant qu'ils renégocient leur hypothèque. D'après le ministre des Finances, environ 300 000 Canadiens renouvelleront leur hypothèque l'année prochaine car ils ne bénéficient pas d'une hypothèque de cinq ans. Cela veut dire en d'autres termes que bon nombre d'entre eux, et en tout cas un bon nombre d'habitants de Spadina, ont cru les banques qui leur disaient l'année dernière de prendre une hypothèque d'un an à 12 ou 13 p. 100 car les taux d'intérêt allaient diminuer. Il leur faut maintenant accepter un taux double. Le budget prévoit d'aider environ 7 000 Canadiens, d'après les chiffres du ministre, sur les 300 000 en question. Ils recevront au maximum \$3,000 d'aide. Ce qui veut dire que pour la majorité de ces 300 000 personnes, rien n'est prévu. S'il faut qu'ils paient eux-mêmes leur hypothèque, il va leur falloir environ \$300 par mois de plus. S'ils font grève ou s'ils prennent des mesures économiques légales pour faire augmenter leur salaire, ils vont se faire critiquer par nos vis-à-vis voire par les conservateurs à ma droite qui vont réclamer un blocage des salaires et un démantèlement des syndicats.

J'aimerais dire un mot des banques. Le ministre des Finances et le ministre chargé du Logement nous répètent depuis plusieurs mois que les responsables, ce sont les banques. Le ministre des Finances nous assure qu'il parle quotidiennement avec leurs représentants et qu'ils sont très sensibles aux problèmes qui se posent pour leurs clients. Il a même dit qu'il voulait que les banques assument une partie du fardeau.

Le ministre affirme timidement dans son budget qu'il aimerait que les institutions financières—les banques en particulier—accordent le taux d'intérêt le plus faible possible au plus grand nombre possible de petits emprunteurs. Mon père m'a parlé des banquiers. Pendant plus d'un demi-siècle, il a exercé le droit dans le quartier de Selkirk à Winnipeg. Il avait beau être libéral, il n'en était pas moins un homme très intelligent et très digne.

Des voix: Bravo!

M. Heap: Cela arrive. Ses clients et aient pour la plupart dans une situation modeste ou moyenne et il est souvent arrivé à mon père de les défendre gratuitement. Il m'a raconté l'histoire de son banquier. Il avait perdu un œil dans un accident d'automobile. Il s'était acheté la plus belle prothèse qui existait et se figurait que personne ne pouvait voir la différence. Un jour, un agriculteur s'est adressé à une banque pour y emprunter de l'argent. Comme il n'avait pas de nantissement suffisant, le banquier l'en a découragé. Comme notre homme était sur le point de s'en aller, le banquier lui a lancé: «Attendez un instant. Je suis bon joueur et je vous donne une autre chance. Si vous pouvez me dire lequel de mes yeux est de verre, je vous accorderai cet emprunt.» Après avoir bien examiné son banquier, le cultivateur dit: «L'œil gauche est de verre.» Sur ce, le banquier répond: «Bravo, c'est exact!» et lui accorde l'emprunt. Mais il demande ensuite à notre agriculteur s'il s'était contenté de deviner ou s'il avait vraiment découvert quel œil était de verre; voici ce qu'il s'entend affirmer: «Je le savais. J'ai examiné cet œil gauche et j'ai compris qu'il devait être de verre car j'y ai vu une lueur de pitié.»

Des voix: Bravo!

M. Heap: Ce sont là les banquiers entre les mains desquels le ministre des Finances laisse encore une fois reposer le sort de la population de Spadina et du Canada en général.

Pour en revenir au budget, j'ai écouté très attentivement le ministre des Finances et j'ai relu son texte ainsi que les documents budgétaires l'accompagnant et je me pose de sérieuses questions à propos de certaines des choses que j'ai vues et entendues. Au fond, aucun allègement fiscal n'est accordé au citoyen gagnant moins de \$25,000. On y trouve bien un ou deux attrape-nigauds, dont l'effet est cependant vite annulé. La plupart des habitants de Spadina gagnent bien en deçà de \$25,000. Toutefois, on perçoit à présent des impôts sur les régimes de santé et d'épargne. Certains habitants de Spadina, voulant se montrer économes, ont investi dans ces régimes. Le ministre leur a alors annoncé que c'était là une erreur.

Désormais, on imposera l'argent que les laborieux immigrants de Spadina envoient à leurs parents outremer, sauf si cet argent est destiné à un conjoint ou à des enfants. Durant une centaine d'années, le Canada a fortement encouragé l'immigration; en effet, il a même parfois payé le passage à des gens qui, une fois parvenus au pays, ont occupé des emplois difficiles, peu rémunérateurs et dont ne voulaient pas les Canadiens. L'unique raison pour laquelle beaucoup de ces gens